

s.c.41.103(3)70.0. - PY/vz
s.c.41.103(3)70.4.

Berne, le 1er avril 1976

N o t i c e

Quelques réflexions suite à la
deuxième session de la CCEI.

1. Comme la première session, la deuxième session de la CCEI s'est déroulée dans un climat étonnamment bon. Ce climat empreint de courtoisie et de sérieux a en effet à première vue quelque chose d'étonnant. Car la manière dont les choses se passent devrait plutôt inciter les pays en développement à perdre patience:
 - le dialogue continue à ressembler davantage à un séminaire universitaire plutôt qu'à un début de négociation;
 - sur aucun point important n'assiste-t-on au moindre rapprochement des points de vue. Chaque participant se borne à exposer fidèlement le point de vue, la plupart du temps déjà connu, de son pays ou de son groupe de pays;
 - les perspectives, enfin, d'atteindre des résultats positifs à la CNUCED IV (en mai à Nairobi) paraissent pour le moins peu certaines.

- 2 -

2. Et pourtant, le "groupe des 19" n'a pas perdu patience et continue à faire preuve d'une assez remarquable discipline. Cela même si par rapport à la première session, le "ton" est, presque imperceptiblement, monté. Je pense que l'attitude des 19 pourrait correspondre à la stratégie suivante, même si au stade actuel il est probablement encore exagéré de parler d'une stratégie des 19:

- Il ne fait aucun doute que les pays en développement (pvd) placent de véritables espoirs dans la CCEI. C'est ainsi qu'ils n'ont aucune envie de "tout casser" avant que la CCEI ait pu démontrer si oui ou non elle pouvait leur être utile. Les pvd ne vont donc vraisemblablement pas brusquer les choses avant la CNUCED IV, conférence qui, qu'on le veuille ou non, sera le premier test de la CCEI.
- Après la CNUCED IV ou au plus tard après la réunion de la CCEI au niveau des hauts fonctionnaires du mois de juin, les pvd tâcheront de transformer progressivement le "dialogue" en " négociation". Cela ressort assez clairement de ce que j'ai entendu à Paris dans le camp des 19 et de ce que M. Perrez-Guerrero a dit récemment à son collègue canadien à Ottawa. Si la CNUCED débouche sur des décisions de principe importantes, les pvd tâcheront d'en faire négocier le détail à la CCEI. En cas d'échec ou de semi-échec de la CNUCED, les pvd feront comprendre aux pays industrialisés qu'ils n'ont plus qu'à se racheter à la CCEI. Il paraît dès lors probable que le mois de juin marquera un tournant décisif pour la CCEI.

- 3 -

- Cela paraît d'ailleurs d'autant plus vraisemblable que d'ici le début du deuxième semestre de cette année, les membres du groupe des 77 non membres de la CCEI auront eu l'occasion d'exercer leurs pressions sur les 19 non seulement à la CNUCED, mais aussi aux prochaines réunions ministérielles de l'OPEP et des chefs de gouvernement des pays non alignés. (Soit dit en passant que la réunion de l'OPEP pourrait également être vue par les pays industrialisés comme un test pour la CCEI).
- Perrez-Guerrero aurait fait savoir à son collègue canadien que la CCEI devait produire des résultats concrets (par écrit) encore cette année, que la plupart des pvd n'envisageaient ni une prolongation ni une institutionnalisation de la CCEI. (Il est vrai qu'en ce qui concerne ce dernier point, il pourrait s'agir surtout d'une position tactique). Perrez-Guerrero envisagerait par ailleurs de concentrer la négociation sur une sélection de sujets importants, dont par exemple l'endettement, les produits de base, l'accès au marché des capitaux, etc. Les négociations aboutiraient à des consensus écrits qui seraient entérinés par les organisations internationales compétentes.
- En résumé, l'on peut dire que si les 19 font actuellement preuve de modération, de prudence et de discipline à la CCEI, c'est parce qu'ils espèrent réellement transformer celle-ci progressivement en forum de négociation et parce qu'ils n'ont rien à gagner d'un blocage prématuré de cette conférence. Les 19 ont

- 4 -

peut-être aussi l'impression que le temps joue en leur faveur. Cela dit, il n'est nullement certain que les 19 réussiront à maintenir leur discipline interne jusqu'au bout et qu'ils ne seront pas débordés par les pvd non membres de la CCEI.

3. Du côté des pays industrialisés, il n'y a pour le moment aucune stratégie. Par rapport à la première session de la CCEI et à la récente réunion du CES (Comité exécutif en session spéciale de l'OCDE), il y a néanmoins eu un progrès: Tous les pays industrialisés se rendent maintenant compte que l'on ne pourra pas se borner à discuter gentiment avec les pvd toute l'année et qu'il faudra tôt ou tard se poser la question des résultats et de la forme des résultats de la CCEI. Mon impression est toutefois que les Américains ne sont pas pressés et qu'ils ne désirent pas se laisser entraîner par leurs partenaires industrialisés dans une stratégie déterminée avant d'y voir plus clair. Leurs interventions à la CCEI sont d'ailleurs plutôt dures à l'endroit des pvd (surtout des pays de l'OPEP) et ne laissent pour le moment nullement présager de la part des USA une volonté de faire des concessions accrues, surtout dans une année électorale. Leur tactique consiste à rejeter sur les pays de l'OPEP une lourde part de responsabilité pour la récession et ses conséquences sur les pays en développement ainsi que de rappeler aux pvd non pétroliers qu'en raison de profondes modifications dans les structures économiques mondiales, ils devront dorénavant davantage compter sur leurs propres

- 5 -

forces. Quant à la CEE, elle a été aussi incapable qu'à la première session d'avoir une attitude profilée. Cela tient à la lourdeur de sa machine, à ses divergences intestines, mais aussi au niveau pour le moins très moyen de ses représentants à la CCEI. Il est donc peu probable que la CEE sera une "driving force" à la CCEI et prendra des initiatives marquantes quant à la question des résultats de cette conférence. Le Japon joue un rôle encore plus pâle que la CEE. Ce qui laisse les "petits pays industrialisés" qui pour le moment se tâtent. Cela dit, la Suède profite de chaque occasion pour se singulariser parmi les pays industrialisés, cela autant dans le cadre des 27 que dans celui des 8, et pour plaider en faveur de résultats rapides et concrets. Elle vient notamment d'obtenir de la commission du développement un consensus écrit en faveur d'une mise sur pied rapide du FIDA (Fonds international de développement agricole). C'est le premier texte de ce genre adopté par une commission de la CCEI. Quant à la Suisse, elle est évidemment dans une situation différente de celle de la Suède pour ce qui est de l'aide. Dans les commissions, elle s'est néanmoins distinguée par des interventions jugées "ouvertes" par les pvd et dans le groupe des huit elle a plaidé en faveur d'une concrétisation des objectifs de la CCEI.

Il semble que le consensus général parmi les huit est que la question des résultats et de la forme des résultats de la CCEI devra être débattue en juin lors de la session des hauts fonctionnaires de la CCEI. Il est d'ailleurs symptomatique que les Américains désireraient renvoyer cette session à plus tard. La réunion

- 6 -

du CES de mai aura donc une grande importance, cela d'autant plus qu'il est question que le Conseil (ministériel) de l'OCDE se réunisse après la réunion des hauts fonctionnaires de la CCEI.

4. Quelques mots encore sur l'attitude de la Suisse à la CCEI. Jusqu'à présent, la délégation suisse a évité autant que possible tout sujet de confrontation et a surtout tâché de faire ressortir, dans des déclarations toujours assez générales, les relations d'interdépendance entre les économies du monde. Ces déclarations ont été jugées, à tort ou à raison, très "ouvertes" par les pvd. J'ai néanmoins appris que certains membres de la délégation américaine regrettaient (il s'agit là de la commission financière) que la Suisse se borne à faire des déclarations générales et ne se livre pas, comme les USA, de temps à autre à des appréciations critiques des interventions des 19 (surtout des pays de l'OPEP). Voici donc une première question que nous devons nous poser. Dans quelle mesure pouvons-nous ou devons-nous dépasser le stade des déclarations générales et nous lancer dans une discussion plus systématique et plus critique des sujets abordés, une discussion qui nécessairement nous placera de temps à autre dans des situations de confrontation. Il s'agit d'ailleurs aussi de savoir si en laissant toujours parler les Etats-Unis lorsqu'il s'agit d'un sujet un peu brûlant, nous ne donnons pas aux 19 l'impression que sur ces sujets les USA agissent en tant que porte-parole du groupe industrialisé.

- 7 -

Nous devons ensuite nous poser la question de savoir si, d'abord dans le cadre des 8, puis dans celui des 27, la Suisse devrait prendre une initiative en vue d'une "concrétisation" du dialogue, en d'autres termes en vue du passage au stade de la négociation. C'est une question très complexe. D'une part notre front intérieur nous rend une fuite en avant sur le front extérieur difficile. D'autre part il faut bien se dire que l'initiative d'une concrétisation de la CCEI viendra tôt ou tard de la part des 19. Et l'on peut dès lors se demander si prendre les devants ne serait pas la meilleure tactique. Quoi qu'il en soit une chose paraît certaine, c'est que nous aurions intérêt à étudier très soigneusement quelles sont les "offres" et quelles sont les "demandes" que nous pourrions, nous la Suisse, mettre sur la table de négociation de la CCEI (Gesamtpaket). Cet exercice interne contribuerait à clarifier nos propres idées quant au rôle que la Suisse peut jouer à la CCEI. Cet exercice nous permettrait également de sérieusement préparer les prochaines discussions avec nos partenaires industrialisés et la réunion de la CCEI au niveau des hauts fonctionnaires du mois de juin prochain.

D. de Pury